

BERNARD LAMBERT

P
POLITIQUE

les Paysans dans la lutte des classes



- La terre passe sous la domination du capitalisme industriel
- L'unité du monde paysan éclate
- Les agriculteurs, nouveaux prolétaires
- Contre la mystification réformiste
- Pour une agriculture française socialiste

SEUIL

Préface

L'ouvrage que voici n'est pas un livre ordinaire. Signée d'un homme, c'est l'expression de la pensée collective de tout un milieu animé par un groupe important de militants paysans.

Ce livre ne raconte pas d'histoires et cite peu d'exemples. Ce n'est pas une initiation au problème agricole. Bien au contraire, c'est une réflexion très globale, conduite à partir de l'expérience d'un grand nombre de luttes concrètes. C'est parce qu'il est parti du concret le plus quotidien, fait d'une situation économique insoutenable et d'une dépendance idéologique et culturelle presque totale, que Lambert a dû dépasser l'analyse économique et sociologique pour aller à l'essentiel : le pouvoir, c'est-à-dire l'analyse politique.

Rares sont les tentatives visant à poser les problèmes du monde paysan en termes politiques généraux. Je crois bien qu'en langue française, le présent livre est le premier qui s'y risque. Et cependant la réflexion de Bernard Lambert doit tout à son expérience de militant paysan, et pas grand chose à l'organisation politique à laquelle il a finalement donné son adhésion, le P.S.U. : je suis bien placé pour connaître la modestie de l'aide intellectuelle et théorique que ce dernier a pu lui fournir.

La signification politique de ce travail n'en est que plus importante. Elle montre en effet sous ses trois aspects principaux la démarche qui est aujourd'hui celle des militants paysans les plus engagés.

Le premier aspect a consisté pour eux à passer d'une

somme d'expériences personnelles à une tentative de généralisation théorique. Le cas de Bernard Lambert lui-même est ici très typique. Ce fils de métayer, catholique, né en 1931, entre après le certificat d'études au collège catholique, qu'il quitte deux ans plus tard lorsque, refusant de s'orienter vers la prêtrise, il cesse d'être un investissement rentable pour sa paroisse natale, seule capable de payer ses études. Dès quinze ans, il travaille la terre sur l'exploitation paternelle. En 1951, son père, dépaycé par l'ouverture de la jeune génération aux techniques et aux méthodes modernes en agriculture, laisse, geste rare dans ce milieu, Bernard et son frère aîné reprendre ensemble l'exploitation familiale en fermage. Exploitants en commun avant que la lettre des textes le permette, il faudra aux deux frères attendre trois ans pour donner un fondement juridique à leur travail commun. Mais dès cette période, Bernard accumulait la quadruple expérience d'un paysan pratiquant des techniques de pointe, d'un animateur de mouvement de jeunesse à la J.A.C., d'un responsable syndical, d'abord au Centre national des jeunes agriculteurs, puis dans les organes locaux, régionaux et nationaux de la F.N.S.E.A., enfin d'un militant politique puisqu'il fut à vingt-sept ans, par sa victoire contre le vieux notable radical André Morice, député M.R.P. de la Loire-Atlantique. Cela lui permit d'être à l'Assemblée nationale l'un des opposants parlementaires de quelque poids à la guerre d'Algérie entre 1958 et 1962. Dans cette région catholique homogène, le M.R.P. apparaissait comme une formation avancée par rapport aux notables conservateurs et royalistes qui traditionnellement représentaient la paysannerie. Battu en 1962 après avoir mesuré à l'Assemblée l'inanité d'un mandat parlementaire non lié à des forces collectives d'un poids suffisant, il revient à un engagement très centré sur ses responsabilités professionnelles.

Président de la Société d'intérêts collectifs agricoles de Challans, en même temps qu'éleveur de poulets lié à cette même S.I.C.A. par un contrat draconien, car ainsi le veulent les lois du marché, il découvre les lois de la concentration capitaliste en agriculture, qu'il analyse pour les mieux combattre, en même temps qu'il cherche à défendre les paysans qui les subissent.

Attentif aux mécanismes réels des décisions, il sait que la politique agricole est très étroitement liée aux intérêts du pouvoir en place, qu'elle traduit et qu'elle sert quotidiennement. C'est pourquoi son analyse n'élude rien des aspects fondamentaux du système de pouvoir qui nous régit dans le cadre du capitalisme. S'il a voulu éviter les histoires et les anecdotes, c'est pour ne pas réduire son analyse à tel ou tel aspect limité de la lutte des paysans, et pour lui garder au contraire son aspect le plus général. Ainsi Bernard Lambert, dont la formation est celle d'un autodidacte, arrive par son expérience confrontée à celle de ses camarades, à traduire les conclusions de ses luttes en des termes théoriques généraux qui font de son livre un document d'une rigueur que pourraient envier bien des intellectuels patentés. Mais l'important n'est pas qu'une solide capacité théorique naisse chez un militant paysan engagé dans la lutte. L'important est surtout que cette capacité théorique soit celle d'un grand nombre de responsables paysans. Ce livre, si un seul homme l'a écrit et en prend la responsabilité politique, n'en a pas moins été soumis à une centaine de militants paysans, puis intégralement réécrit, et pour certains chapitres deux fois, en fonction des innombrables remarques faites par les camarades consultés. Comme toutes les œuvres socialistes importantes, cet ouvrage est le condensé par une seule plume de la pensée de tout un milieu de travailleurs aux prises avec la domination du capitalisme.

Ce caractère collectif donne à la deuxième démarche qui caractérise l'évolution de ces militants paysans une signification politique essentielle. Les milieux agricoles savent, depuis le XIX^e siècle, sinon avant, que leur situation est très étroitement liée à la politique du pouvoir. Ils ont su s'organiser en groupes de pression sur les instances politiques, et faire jouer le même rôle à leur organisation syndicale. Pendant fort longtemps, la représentation du monde agricole a été monopolisée par les gros agrariens des régions riches et pratiquement contrôlée par les notables ruraux qui fondaient leurs mandats électifs sur la clientèle paysanne. Lambert explique assez bien les raisons de cette situation pour qu'il ne soit pas utile d'y revenir ici. Lorsque les paysans petits et moyens, victimes les plus directes du système, ont commencé à se faire entendre et à s'organiser, ils ont rapidement découvert que leurs intérêts n'étaient pas les mêmes que ceux des gros cultivateurs de blé et de betterave du Bassin parisien, du Nord ou de la Picardie. Mais pendant des années le poids des traditions corporatistes et des habitudes prises les a amenés à préciser d'autres revendications que celles de l'agriculture concentrée, à insister sur les problèmes de structures plutôt que sur les prix, mais sans mettre en cause les formes habituelles de l'action, c'est-à-dire la négociation avec les pouvoirs publics.

Cela ouvre l'époque du réformisme, qui a marqué Bernard Lambert comme la quasi-totalité des militants paysans de sa génération. Mais la règle du jeu redevient vite celle de la négociation entre gens bien élevés, c'est-à-dire discrets. Le rôle dévolu à la base était de choisir et d'élire les meilleurs négociateurs possibles pour les envoyer discuter dans le secret des cabinets ministériels, mais point de peser sur ces négociations elles-mêmes. Il a fallu du temps à ces hommes pour découvrir que le secret des négo-

viations est la condition nécessaire et suffisante pour que le capitalisme impose finalement sa loi, qu'ils ne pesaient que le seul poids de leur soutien public et manifestant; qu'enfin il est des situations et des périodes où il ne sert à rien de négocier quoi que ce soit car le rapport des forces ne permet pas la victoire. La seule politique efficace consiste alors à choisir les points de rupture, et à faire autour d'eux un travail d'explication et d'agitation qui change le rapport des forces et permet la victoire après des affrontements plus durs.

Mais après tout, Jacquou le Croquant est venu rappeler à tous ceux qui l'avaient oublié que la paysannerie française sait se battre quand la situation l'y oblige, et qu'il est arrivé déjà à certains de ses éléments de s'engager dans des luttes sociales violentes. Il est certes nouveau que les dirigeants paysans s'y préparent et l'annoncent à l'avance, mais il n'y a pas là rupture avec la réalité de la tradition paysanne française. Aussi est-ce la troisième démarche des militants paysans les plus actifs, caractérisée par ce livre, qui me paraît la plus nouvelle en même temps que la plus importante pour l'avenir. Cette démarche est celle qui les mène du programme revendicatif au socialisme et à la lutte des classes. De réformiste, la perspective est devenue révolutionnaire, et ce livre le souligne au nom d'un courant puissant et responsable. Il n'échappera à aucun lecteur que cette affirmation est de première importance dans la situation politique actuelle de la France.

Cette évolution s'est faite en une dizaine d'années. La première étape en est la découverte que la politique de soutien des produits faite par le biais soit d'organismes stockeurs subventionnés pour acheter à des prix déterminés par l'Etat, soit de sociétés d'intervention supposées capables de limiter l'ampleur des fluctuations de prix sur

le marché de certains produits, est à la fois injuste et inefficace. Injuste en ce qu'elle ne profite qu'à l'agriculture concentrée fonctionnant déjà selon des normes capitalistes, et inefficace en ce qu'elle permet à un certain nombre de petites ou moyennes exploitations de survivre, mais ne les aide en rien à se préparer à un avenir marqué par une compétition de plus en plus intense.

La deuxième étape est celle de la réflexion sur un programme agricole. Elle a été principalement marquée par l'évolution du C.N.J.A., et s'est traduite par des positions visant à limiter, voire dans certains domaines à supprimer les méfaits des mécanismes du marché. Distinction de la propriété d'exploitation et de la propriété du sol, mécanismes d'intervention foncière, transformation de la structure agraire, agriculture de groupe, volonté de modernisation et de productivité, tentative de consolider le revenu par une meilleure rentabilité de l'exploitation et revendication de la parité, enfin reconnaissance et organisation de l'exode rural pour en limiter les dramatiques conséquences humaines plutôt que de le laisser se faire en le niant, tels sont quelques-uns des thèmes mis en avant à cette époque, et dont certains ont été partiellement repris par les lois d'orientation mises au point par MM. Debré et Pisani. Jusque-là, la réflexion reste étroitement limitée au monde agricole et à ses organisations, et le mode d'action demeure la négociation discrète avec la haute administration.

Puis vient, troisième étape, la découverte de l'échec de cette politique. Cernée de toutes parts par les assauts du marché, l'agriculture de groupe progresse peu. Limitées en droits et en moyens budgétaires, les S.A.F.E.R. ne suffisent pas à la tâche. Pendant ce temps, administration et tribunaux affaiblissent la maigre sécurité qu'apportait le statut du fermage, laissent se faire les cumuls les plus

scandaleux. La recherche de la parité se révèle vaine même en ce qui concerne la vitesse de croissance du revenu agricole par rapport à toutes les catégories de revenus urbains. Les industries agricoles et alimentaires se concentrant rapidement, commencent à réduire un nombre croissant d'exploitants à l'état de *façonniers* travaillant à domicile. Enfin l'endettement moyen des exploitations de faibles dimensions s'accroît de manière démesurée.

Devant cette situation, les réactions sont diverses. Certains cherchent le sauvetage individuel par les avantages économiques que peut donner une attitude syndicale compréhensive; d'autres remettent l'accent sur les revendications de soutien de prix. D'autres enfin, autour de Bernard Lambert, poussent plus loin l'étude des causes de cette situation. Ils cessent de raisonner sur l'agriculture en tant que secteur isolé, et découvrent que le mécanisme du marché qui régit la terre arable, ou le mécanisme de concentration qui joue dans la transformation et la distribution alimentaires, sont purement et simplement des aspects normaux du système capitaliste. Ils découvrent également que la politique gouvernementale n'est pas le fruit d'erreurs techniques qu'une bonne négociation menée par des syndicalistes éclairés pourrait redresser, mais le résultat logique de la défense systématique de certains intérêts étroitement liés, électoralement et financièrement, avec les milieux économiques et financiers qui contrôlent le pouvoir.

Cette troisième étape se concrétise par l'apparition de thèmes nouveaux qui marquent une rupture progressive avec le capitalisme. Naissance des banques du travail, affirmation que la principale richesse du paysan n'est pas sa terre mais le travail qu'il y met, découverte que la propriété privée de la terre est finalement devenue une aliénation très oppressive, c'est à travers ces formulations et ces solutions

que chemine la conscience d'une rupture nécessaire avec l'économie capitaliste. A partir de ces positions, il est de moins en moins possible de raisonner sur l'agriculture en tant que secteur isolé des autres, et la nécessité apparaît de rattacher la réflexion à un autre ensemble de références et de poursuivre la lutte avec d'autres alliés.

De manière évidente, les thèmes nouveaux autour desquels s'organise l'action paysanne dans l'Ouest, dans quelques autres régions et dans la plupart des centres départementaux de jeunes du reste de la France, sont socialistes. La lutte contre la primauté de la propriété privée, soit qu'on subisse la domination capitaliste des firmes intégratrices, soit qu'on refuse de s'endetter pour vingt ans pour acquérir son propre outil, l'accent mis sur le travail, la reconnaissance du caractère collectif de l'acte de production, toutes ces références se situent de plain-pied dans la grande tradition de la pensée socialiste.

Mais ici apparaît une autre difficulté, de nature politique. Pour tous ceux qui suivaient l'évolution du milieu agricole, il était très surprenant de constater à la fois l'évolution qui rapprochait de plus en plus certains militants paysans du mouvement socialiste et le soin avec lequel le mot même de socialisme était évité. La raison de cette prudence tient principalement au fait que dans la campagne française, le socialisme s'est déconsidéré.

La S.F.I.O — si tant est qu'elle eut jamais un programme agraire à contenu socialiste — a cessé depuis bien longtemps, en fait depuis que l'un des siens, Tanguy Prigent passé depuis au P.S.U., a imposé le statut du fermage en 1946, de donner au mot de socialisme le moindre contenu concret. Sa politique d'ensemble, colonialiste, démagogique, et finalement d'alliance étroite avec la bourgeoisie, est ici moins en cause que sa politique agricole et surtout que le comportement de ses élus locaux. Sans

politique agricole nettement définie, liée indissolublement à la politique de soutien des prix favorable aux grandes exploitations, la S.F.I.O. a, pendant vingt ans, borné ses interventions à des pressions de type poujadiste au profit de telle ou telle catégorie d'agriculteurs dont le poids électoral apparaissait important. Et le réseau des élus locaux tentait de collecter les suffrages paysans en tenant un discours oppositionnel, mais vague et démagogique, pour consolider en fait un ensemble de fiefs parfaitement intégrés à l'appareil centralisateur qui gère le pays pour le compte du capitalisme. Quelques nominations de petits fonctionnaires, quelques attributions de bureaux de tabac, et des décorations pour les piliers de la collecte des voix ont longtemps suffi à assurer la pérennité du système. Les paysans ont petit à petit compris comment ils étaient bernés, et se sont écartés de cette représentation caricaturale et atrophiée du socialisme. Mais le mot même de socialisme s'est trouvée impliqué dans cette condamnation. Tout ce qui pouvait suggérer une convergence avec la clientèle S.F.I.O. fut banni des positions et des déclarations de ces hommes, qui se sont longtemps trouvés plus à l'aise pour poursuivre leur évolution vers la gauche à l'intérieur de la démocratie chrétienne. La rupture était d'autant plus forte qu'en termes de politique agricole au sens strict, l'orientation qui se faisait jour parmi ces militants paysans était de plus en plus nettement contradictoire avec la pratique réelle de la S.F.I.O.

Le cas du parti communiste français est différent, mais pas au point d'en faire un centre de ralliement possible. L'influence de l'Eglise, du système d'enseignement, de la culture reçue et surtout la puissance de l'encadrement par les notables ruraux ont inoculé à une grande partie de la paysannerie française un anticomunisme sommaire et très solidement enraciné. Mais de son côté, le P.C.F.

n'a pas su prendre en charge et traduire en une action politique cohérente et continue les problèmes et les volontés du milieu. Pour le P.C.F., l'agriculture reste une activité seconde, et la paysannerie un milieu irréductiblement attaché à des valeurs bourgeoises telles que la propriété, le patriarcat et souvent la pratique religieuse. La révolution socialiste sera faite par la classe ouvrière, et les petits paysans n'y auront leur place que s'ils acceptent d'y jouer un rôle de force d'appoint. Le problème n'est pas alors de conduire les paysans à assurer eux-mêmes la transformation sociale dans leur secteur, ce qui exigerait une politique agricole d'orientation résolument socialiste, mais simplement de les amener à l'alliance avec « la classe ouvrière et son parti » pour leur en faire accepter les décisions. De ce fait, le P.C. est conduit à exprimer la revendication paysanne dans sa forme la plus spontanée et la plus fruste, sans se soucier le moins du monde des perspectives d'avenir sur lesquelles elle débouche. Ainsi s'explique son soutien inconditionnel à l'exploitation familiale, alors qu'il sait d'une part qu'elle n'est techniquement plus de taille à permettre la rentabilisation du capital investi, et d'autre part que la perspective connue et pratiquée dans certains pays de l'Est demeure la collectivisation autoritaire. Ainsi s'explique le slogan « la terre à ceux qui la travaillent », sans qu'on sache le moins du monde s'il s'agit d'une appropriation individuelle ou collective. Ainsi s'explique également son appui au principe de la politique des prix soutenus, quitte à mener une bataille constante pour l'extension de ce principe à d'autres produits et l'augmentation indifférenciée des prix, sans tenir aucun compte d'une impossibilité économique évidente. Le caractère démagogique de ce langage, l'absence d'une politique réelle concernant le secteur agricole et son avenir en tant que tel, ont contribué à éloigner les militants pay-

sans du parti communiste, et par là aussi de la référence au socialisme.

Mais la pression des faits restait lourde, et elle continuait à provoquer une évolution toujours plus précise vers des thèmes socialistes toujours plus rigoureux. Et cette politique a eu sa logique. Le passage de revendications propres à un secteur, l'agriculture, à une critique globale des structures économiques et sociales capitalistes et à l'affirmation de la nécessité d'une société socialiste entraîne cette conséquence qu'il devient vain de rechercher telle ou telle satisfaction cas par cas. Il n'est pas de groupement agricole d'exploitation en commun, de S.A.F.E.R., de coopérative, ou de société d'intervention, quelque socialistes d'intention que puissent être leurs statuts, qui résiste longtemps à la pression du marché et de l'environnement capitaliste.

De ce fait la notion de programme prend un autre caractère. Au lieu de décrire avec précision quelques réformes isolées susceptibles de se suffire à elles-mêmes, elle résume les axes principaux des luttes multiples qui se développent pour changer le rapport des forces dans la société tout entière. Il n'est alors plus possible de décrire avec précision ce que l'on pourra faire dans tel ou tel secteur quand ce rapport des forces aura suffisamment changé, sinon en termes de principes généraux.

En revanche, les formes de lutte et les thèmes capables de rassembler une alliance assez vaste pour que la victoire soit possible sur tous les fronts à la fois deviennent l'élément déterminant. C'est ici que le mouvement paysan retrouve l'affirmation socialiste et la vérité de la lutte des classes. En caractérisant comme une lutte de classes le conflit entre les paysans exploités et les gros agrariens, le mouvement paysan détruit le réflexe corporatiste qui a si longtemps asservi la paysannerie, situe la contradiction

sur son véritable terrain, et ouvre la voie à des solidarités politiques dépassant de très loin le milieu rural. En présentant comme socialiste son orientation fondamentale, il rejoint la tradition du mouvement ouvrier, auquel il rend le service de s'affirmer socialiste sur une base critique, c'est-à-dire en refusant l'expression figée des divers dogmatismes socialistes existants.

La lecture de ce livre sera donc aussi d'un vif intérêt pour les militants syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier. Car l'expérience accumulée par les militants paysans et exprimée par Bernard Lambert est riche à bien d'autres égards.

Je ne pense pas que Lambert ait beaucoup lu Karl Marx, qui ne fait guère partie des références utilisées par les différents organismes où il a poursuivi sa formation. Mais il est frappant de voir à quel point une analyse rigoureuse et sans faiblesse ne fuyant pas la dureté de la lutte des classes, amène un militant expérimenté à retrouver spontanément les méthodes d'analyse et les formes de raisonnement qui demeurent un des outils essentiels du mouvement ouvrier. Au moment où tant d'hommes s'interrogent, où tant d'intellectuels posent à propos du marxisme des questions d'une subtilité qui n'a plus de rapports avec la réalité, le fait qu'un militant paysan s'exprime dans les formes les plus claires mais non les plus classiques du marxisme, sans y faire le moins du monde référence, et pour cause, ce fait a valeur d'une prodigieuse vérification expérimentale.

Ce n'est pas, il s'en faut, le seul point sur lequel le livre de Lambert pourra contribuer à enrichir la réflexion et l'action des militants socialistes qui sont engagés dans la lutte en dehors de l'agriculture.

La lutte socialiste est toujours difficile, en ce sens qu'elle est guettée de tous côtés par de multiples tentations. Par

rapport à ces diverses tentations, Lambert et ses camarades nous aident à préciser les orientations et à définir les critères.

Cette lutte est révolutionnaire, tout le livre en apporte la preuve, confirmant par là l'expérience du mouvement ouvrier, en ce sens qu'il faut constamment sortir des formes de contestation tolérées par le système, puisque ce sont des formes inefficaces, et qu'il faut constamment faire déboucher une lutte partielle vers des objectifs plus généraux qui la dépassent.

Cette lutte est politique en ce qu'elle n'accepte pas la limitation à un secteur donné, mais pose la question du pouvoir central, en fonction des intérêts qu'il sert.

Cette lutte n'est pas gauchiste, en ce sens que, quelle que soit sa dureté, elle vise à consolider chaque succès, à garantir chaque résultat partiel dans une structure organisée ou dans un rapport de forces publiquement confirmé. Il faut rester sans illusion sur la signification de tels résultats partiels, toujours menacés, mais il faut savoir aussi que la base ouvrière comme paysanne n'accepte pas de livrer des combats permanents sans jamais en découvrir l'issue, fût-elle momentanée et contestable. C'est le sens du combat qui se livre dans le secteur coopératif, comme de celui qui vise à constituer les éléments d'une agriculture de groupe.

Enfin, cette lutte est socialiste, dans l'acception du mot qui convient aux pays développés, en ce sens qu'elle prend des formes annonciatrices des nouveaux rapports sociaux à créer. Le caractère collectif de la détermination des objectifs de lutte à la base, le rôle revendicatif mais non gestionnaire dévolu aux organisations syndicales, et surtout le refus de toute direction bureaucratique venue d'en haut, sont quelques éléments marquants de ces nouvelles formes de la lutte socialiste. Il faut dire ici quelques mots des rapports de Bernard Lambert avec son parti. Conscient

depuis longtemps de la dimension politique de ses luttes syndicales, Bernard Lambert a adhéré au P.S.U. en 1966; il serait faux de dire qu'il était d'accord avec les positions agricoles défendues par nous et beaucoup plus vrai de dire que le P.S.U., soucieux de renouveler la problématique du mouvement socialiste dans ce secteur, s'inspirait depuis longtemps déjà dans ses positions agricoles de l'expérience théorique et pratique de militants paysans comme Lambert, alors qu'ils étaient extérieurs au parti. Aujourd'hui, de nombreux militants agricoles ont rejoint les rangs du P.S.U., dont ils approuvent l'orientation globale. Ce sont eux qui, dans une confrontation permanente avec les autres fronts de lutte, déterminent la politique agricole du parti. C'est le parti qui intègre dans sa vision politique la riche expérience des luttes agricoles, lutte dont la stratégie est élaborée en dehors de lui, régionalement, entre militants qui, pour la plupart, ne sont pas membres d'organisations politiques. C'est parce qu'il a été à l'écoute des masses paysannes en lutte et qu'il n'a pas cherché à leur imposer de l'extérieur des mots d'ordre calqués sur une réalité étrangère à leur milieu que le P.S.U., est, à l'heure actuelle, l'organisation socialiste qui trouve le plus d'audience auprès des agriculteurs.

Naturellement, un livre comme celui-ci ne résoud pas tout. Il reste bien des questions, comme celle du contenu concret des alliances de classes, comme celle de la nature et du rôle du parti politique chargé de prolonger ces luttes jusqu'à la prise du pouvoir en respectant leur sens premier.

Ce sont les problèmes d'une prochaine étape. Ils seront plus correctement abordés si le livre de Bernard Lambert a aidé à mieux centrer la première étape, celle de l'affirmation socialiste des luttes paysannes d'aujourd'hui.